



# DANEMARK – BURKINA FASO

## POLITIQUE DE PARTENARIAT

### 2013-2018

# TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ ANALYTIQUE	3
INTRODUCTION	5
PARTIE 1 PRINCIPAUX DÉFIS, OPPORTUNITÉS ET RISQUES AU BURKINA FASO	6
PARTIE 2 LA POLITIQUE DE PARTENARIAT	10
PARTIE 3 DOMAINES D'INTERVENTION STRATÉGIQUES	12
PARTIE 4 SYNERGIE ENTRE LES INSTRUMENTS (CAS)	17
ANNEXE 1 PRINCIPALES DONNÉES ÉCONOMIQUES	18
ANNEXE 2 LES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT DU DANEMARK AU BURKINA FASO	19
ANNEXE 3 LA STRATÉGIE DU BURKINA FASO DE CROISSANCE ACCÉLÉRÉE ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	20
ANNEXE 4 PROGRÈS VERS L'ATTEINTE DES OMD AU BURKINA FASO	21

# RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Malgré une récession économique globale et internationale, et un certain nombre de conflits en cours dans les pays voisins, le Burkina Faso a affiché un taux de croissance économique remarquable de 6 % pendant les 10 dernières années.

Parallèlement, le pays doit encore faire face à un certain nombre de défis importants. Dix ans de forte croissance économique et d'évaluations remarquables du FMI et de la Banque mondiale n'ont pas encore entraîné une réduction générale bien établie de la pauvreté, bien que des progrès impressionnants aient été notés, en particulier dans les secteurs sociaux tels qu'un meilleur accès à l'enseignement primaire et à l'eau potable en milieu urbain. Le Burkina Faso a un taux de prévalence du VIH étonnamment faible qui est inférieur à 1,2 %, en revanche, ce pays fait face au défi beaucoup plus difficile d'une croissance démographique rapide s'élevant à 3,1 %.

Le progrès au Burkina Faso est étroitement lié à l'évolution des choses dans l'ensemble de la région ouest-africaine. Surtout la région du Sahel qui est simultanément confrontée aux défis de l'extrême pauvreté, plus récemment, aux effets de la crise en Libye et au Mali, aux effets du changement climatique, notamment de longues périodes de sécheresses ou de périodes de fortes averses, à l'insécurité alimentaire chronique et à des crises alimentaires fréquentes en raison de mauvaises récoltes, de tensions internes non résolues, les risques de radicalisation islamiste, le trafic illicite et les menaces de sécurité liées au terrorisme. Il existe peu d'endroits dans le monde où l'interdépendance entre la sécurité et le développement est aussi affirmée.

La politique de partenariat Danemark-Burkina Faso prend son point de départ dans le contexte dynamique du Burkina Faso et applique un certain nombre d'instruments interconnectés, à savoir: le dialogue politique, la diplomatie, la coopération au développement ainsi que des instruments commerciaux et d'affaires. Les objectifs généraux du partenariat du Danemark avec le Burkina Faso sont au nombre de trois:

1. Contribuer à la réduction de la pauvreté.
2. Contribuer à un cadre de gouvernance plus renforcé, inclusif et basé sur les droits.
3. Contribuer à la croissance économique et à l'emploi des jeunes et des femmes en particulier.

En collaborant de manière étroite avec le gouvernement du Burkina Faso, les groupes de la société civile, et avec d'autres partenaires au développement, les objectifs généraux seront réalisés par l'atteinte des résultats tangibles dans les quatre domaines d'intervention stratégiques suivants:

- a. Démocratie, droits de l'homme et la gouvernance.
- b. La stabilité et la sécurité.
- c. Un emploi porté par le secteur de l'agriculture et la croissance verte.
- d. l'égalité des sexes.



# INTRODUCTION

”Dans un contexte international de grave récession économique, et un contexte national de sortie progressive de crise, les attentes sont élevées. Le temps presse. Le moment est venu d’agir”.

**Luc Adolphe Tiao,**  
**Premier Ministre du Burkina Faso, le 20 Octobre 2011**

Pris entre la grave récession économique, les conflits postélectoraux en Côte d’Ivoire, pays voisin, le conflit en Lybie, et les mouvements démocratiques du printemps arabe en Afrique du Nord, le Burkina Faso a connu de février à juin 2011 l’une de ses plus graves crises depuis son indépendance. Des revendications sociales croissantes ainsi que la consolidation et le renforcement de la démocratie ont été accentués au cours des troubles. La nécessité et l’urgence de travailler pour répondre aux besoins et aux préoccupations de la population a créé une dynamique de changement pour les années à venir.

La coopération entre le Burkina Faso et le Danemark a été lancée en 1973 avec un fort accent sur les questions d’énergie, d’eau et de bonne gouvernance. Une coopération fructueuse de plus de deux décennies a été plus tard officialisée en 1993 lorsque le Burkina Faso est devenu un pays partenaire du Danemark. Le partenariat a été encourageant, et les trois principes motivant l’engagement danois dans les pays partenaires – (i) les besoins de développement, (ii) la pertinence, et (iii) l’impact et les résultats – restent, malgré les progrès réalisés, autant d’actualité aujourd’hui qu’ils l’étaient en 1993.

Des millions de personnes au Burkina Faso ont pu avoir accès à l’énergie, l’eau, l’assainissement, l’éducation et aux infrastructures, ainsi qu’à une production agricole plus importante, grâce à la coopération au développement danoise. Les institutions publiques et les organisations de la société civile ont été renforcées – dans tous les domaines ci-dessus ainsi que dans les domaines de la prévention et du traitement du VIH/SIDA, des droits de l’homme, de la décentralisation et de l’égalité des sexes.

Le Danemark fait partie des nombreux partenaires du développement collaborant avec le Burkina Faso, y compris la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Commission européenne, et un certain nombre de partenaires de développement bilatéraux, y compris les Etats-Unis, un certain nombre de pays européens, le Canada, le Japon et le Taiwan. Le Danemark a été un précurseur dans l’établissement de modalités d’aide plus efficaces, y compris l’appui budgétaire sectoriel et l’appui budgétaire général et les paniers communs.

La politique de partenariat est divisée en quatre sections principales:

La **Partie Une** présente une analyse des défis, des opportunités et des risques au cours des quatre à cinq prochaines années au Burkina Faso.

La **Partie Deux** présente les grandes lignes de la politique de partenariat, y compris les objectifs, les instruments, les domaines d’intervention stratégiques et les principes de partenariat.

La **Partie Trois** définit les objectifs spécifiques, les résultats et les indicateurs, auxquels le Danemark contribuera en étroite collaboration avec ses partenaires au Burkina Faso.

La **Partie quatre** propose des exemples sur la façon dont les différents instruments se combinent pour promouvoir le développement.

Enfin, un certain nombre d’annexes donnent un aperçu des:

- a. Principales données économiques.
- b. La description des programmes en cours
- c. Une présentation globale de la stratégie de croissance accélérée et de développement durable du Burkina Faso, SCADD (2011-2015).
- d. Les progrès réalisés au Burkina Faso vers l’atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

# PARTIE 1

## PRINCIPAUX DÉFIS, OPPORTUNITÉS ET RISQUES AU BURKINA FASO

En dépit des taux de croissance de plus de 6 % env. au cours des 10 dernières années, on estime que **44 %** de la population de 16 millions d'habitants vit en dessous du seuil de pauvreté. La pauvreté au Burkina Faso a un visage rural, car la pauvreté rurale représente 51 % contre 20 % dans les zones urbaines. Les régions du nord et de l'est du pays en particulier sont aux prises avec des taux de pauvreté s'élevant respectivement à 68 % et à 62 %. De 2003-2010, les niveaux de pauvreté se sont améliorés de 2,5 % avec un taux de croissance démographique de 3,1 %. En 2012, l'indice des Nations Unies sur le développement humain classait le Burkina Faso 183e sur 187 pays.

Malgré les politiques macroéconomiques relativement solides du Burkina Faso, **l'économie demeure fragile** en raison d'une source restreinte des exportations du pays (principalement le coton et l'or) et de la vulnérabilité de l'économie aux chocs extérieurs, notamment le changement climatique, le commerce, et d'autres développements régionaux et internationaux. La position géographique du Burkina Faso entraîne des coûts élevés de l'énergie, ce qui est un goulot d'étranglement majeur pour le développement. Le Burkina Faso a réalisé d'importants progrès dans l'amélioration du climat des affaires, à savoir l'amélioration de l'enregistrement des entreprises, le renforcement des lois de propriété foncière, et l'établissement de tribunaux de commerce. Malgré les progrès accomplis, le Burkina Faso est toujours classé 151e sur 183 pays selon l'indice Doing Business de la Banque mondiale (2011).

**Des réformes du secteur public** sont en cours et montrent des progrès dans un certain nombre de domaines. **L'appui budgétaire général** s'est avéré être un outil efficace pour produire des résultats et des réformes en particulier dans la gestion des finances publiques. L'instrument de l'appui budgétaire général est coordonné par un protocole conjoint entre le gouvernement et les partenaires au développement engagés dans l'appui budgétaire général. Une politique de **filet de sécurité social** a été approuvée par le Gouvernement en Septembre 2012 et la Banque mondiale a accepté d'appuyer la mise en œuvre. La note du Burkina Faso dans le classement de la **corruption** de Transparency International a légèrement régressé entre 2010 et 2011. La note du Burkina Faso le place comme le 14e pays le moins corrompu des 47 pays d'Afrique sub-saharienne. D'autres mesures tels les CPIA de la Banque mondiale sont un peu plus optimistes. Au Burkina Faso la question de la **corruption** est étroitement liée à un besoin du renforcement fondamental du secteur de la justice en raison du fait que certains groupes sont perçus comme jouissant d'une impunité et protégés des sanctions juridiques. Il existe des possibilités d'améliorer l'accès à la justice, en particulier pour les femmes, afin d'assurer l'impartialité judiciaire et d'accélérer le traitement des affaires juridiques, notamment les cas de corruption.

**Selon l'Article 37** de la Constitution du Burkina Faso, 2015 sera l'année des prochaines élections présidentielles. Un renforcement des institutions démocratiques dans les années qui

précèdent les élections présidentielles de 2015 s'avère donc crucial pour le **développement démocratique** du pays. L'une des principales préoccupations démocratiques est liée à la confiance des citoyens dans le processus électoral et partant leur motivation à participer aux votes. Un certain nombre de défis en matière de gouvernance restent à relever, notamment en termes de renforcement de l'équilibre entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Des acteurs externes exploitent et alimentent des tensions existantes et des conflits latents entre groupes ethniques et économiques. La pauvreté, la compétition pour des ressources naturelles rares, les inégalités de revenus, la faible couverture des services ainsi que la forte perception de la discrimination et de l'inégalité d'accès aux ressources constituent un terrain fertile pour les conflits et l'instabilité. Le fait de s'attaquer à ces griefs et de soutenir les mécanismes locaux de règlement des conflits peuvent permettre aux sociétés d'être moins sensibles à l'influence radicale. La  **Crainte de l'intrusion d'AQMI** (Al-Qaida dans le Maghreb islamique) dans le Burkina Faso en provenance du Mali et du Niger, où AQMI opère déjà, est une source d'instabilité et d'insécurité pour le Burkina Faso. Le trafic d'armes et de drogue est très répandu dans la région, et est mené par des réseaux transnationaux de criminels et de terroristes. Comme conséquences du conflit de 2011 en Libye, notamment le pillage des stocks d'armes, il y a un risque que non seulement des armes légères mais également des armes lourdes et spécialisées soient parvenues à des organisations terroristes telles que

AQMI ainsi qu'à d'autres groupes rebelles, et qui ont déjà davantage déstabilisé la région du Sahel.

Étant situé au milieu de l'Afrique de l'Ouest aux portes du Sahara, le Burkina Faso est un pays avec un **accès limité aux ressources naturelles** en général et aux ressources en eau en particulier. **L'agriculture**, qui dépend de la fertilité du sol et de la disponibilité de l'eau, assure la subsistance quotidienne de base de plus de 80 % de la population au Burkina Faso. Les données disponibles n'appuient pas les preuves de pénurie accrue de l'eau en raison du changement climatique, mais une plus grande variabilité climatique caractérisée par des inondations et des sécheresses semble être une réalité tout comme l'est une pénurie accrue d'eau en raison de la croissance démographique rapide. Des stratégies fortes et novatrices dans le but d'atteindre non seulement la croissance, mais également une **croissance verte et durable**, constituent donc des défis cruciaux pour le Burkina Faso.

**L'égalité des sexes** en général – et la violence faite aux femmes et aux enfants en particulier – sont des préoccupations majeures au Burkina Faso. En conséquence, l'égalité des sexes figure en bonne place dans l'agenda de la stratégie nationale de croissance accélérée et de développement durable (SCADD, 2011-2015). Les inégalités entre les femmes et les hommes sont manifestes en termes de droits, de devoirs (notamment les filles ont à effectuer plus de tâches ménagères que les garçons), d'opportunités et de privilèges. L'accès des femmes aux

services de la santé sexuelle et de la reproduction en particulier les contraceptifs est limité par la faible couverture des services de santé, les réactions négatives des familles et par le coût. Cela conduit à une forte mortalité maternelle, à des avortements clandestins et à des taux de natalité élevés. Les mutilations génitales féminines, les coups, les mariages précoces et forcés, les viols et le harcèlement sexuel constituent quelques-unes des violations les plus graves des droits fondamentaux des filles et des femmes. Le politique national genre au Burkina Faso, adoptée en 2009, vise à réduire les inégalités entre les sexes à tous les niveaux de la société.

Même si sur le plan général, le Burkina Faso s'est engagé sur un chemin de développement encourageant, il serait peu sage de ne pas tenir compte d'un certain nombre de **risques économiques, sociaux, politiques et environnementaux**, qui pourrait éventuellement compromettre la démocratisation, la croissance et le développement continu et entraver la coopération avec le Danemark. Il sera entre autre essentiel de surveiller les éléments suivants: la grande disparité des revenus entre les zones rurales et urbaines, le chômage généralisé des jeunes, la mauvaise gestion des ressources en eau, l'insécurité alimentaire continue, l'extrême instabilité des prix de l'énergie et des produits agricoles, l'aggravation de la crise au Mali et l'échec de la résolution diplomatique des conflits dans l'ensemble du Sahel. La **gestion des risques par le gouvernement** qui sera suivi par le Danemark traitera des éléments suivants:

- i. La réduction de la pauvreté en assurant une croissance inclusive et en restant concentré sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement d'ici à 2015.
- ii. La consolidation de la gestion du secteur public avec une orientation claire sur le renforcement des principes des droits de l'homme, de la bonne gestion démocratique, politique et économique, et une lutte continue contre la corruption et la fraude.
- iii. La diversification des moteurs de croissance et une production agricole accrue de produits alimentaires de base.
- iv. Le développement de stratégies solides et vertes pour la gestion durable des ressources en terre et en eau.
- v. Les initiatives ciblant les problèmes de la jeunesse (y compris le chômage) et l'inégalité entre les sexes.
- vi. L'engagement dans une stratégie sur deux fronts de création à la fois de développement et de stabilité dans la région d'Afrique de l'Ouest.

Bien qu'il y ait des risques importants auxquels le Burkina Faso est confronté, la situation présente également une grande opportunité pour le Danemark de soutenir le Burkina Faso dans un certain nombre de domaines qui sont essentiels au développement futur du Burkina Faso et de la région du Sahel où il y a actuellement une dynamique de changement.

## PRINCIPALES LEÇONS APPRISES MOTIVANT LE DOCUMENT DE POLITIQUE

### La réduction de la pauvreté, la croissance économique et l'emploi

**La pauvreté.** Il y a des preuves qui montrent que la croissance économique solide a été érodée par une forte croissance démographique et 46 % de la population sont toujours considérés comme pauvres. Il existe trois sources principales de pauvreté. De grands segments de la population sont très vulnérables aux chocs environnementaux (sécheresse) ou politiques (par exemple, les conflits dans les pays voisins). Deuxièmement, le nombre de chômeurs est élevé et l'entrée dans le marché du travail est difficile. Enfin, un certain nombre de ménages chroniquement pauvres dirigés en particulier par les femmes n'ont pas accès aux ressources ni à l'emploi.

**L'agriculture et la sécurité alimentaire.** Afin de changer radicalement et de rationaliser le secteur agricole, qui se caractérise toujours par une agriculture extensive à petite échelle de faible rendement axée sur la subsistance (la production agricole couvre seulement 50-60 % de la sécurité alimentaire au niveau des ménages), les leçons apprises indiquent un changement de paradigme dans les années à venir avec un accent accru sur la productivité agricole, la participation du secteur privé, et le développement de la partie des chaînes de valeurs susceptible à la croissance

**L'eau et le développement (vert) durable.** Le Burkina Faso va très probablement atteindre l'Objectif du millénaire pour le

développement de 89 % de couverture pour l'accès à l'eau potable d'ici 2015 dans les zones urbaines. Il sera nécessaire d'entreprendre des actions correctives pour atteindre l'objectif de 2015 (de 76 %) en zone rurale. Une leçon importante apprise est que la gestion écologique et durable des ressources en eau doit être renforcée afin d'accroître la production agricole. En outre, dans le contexte d'une période où un accent important sur le renforcement du cadre juridique et le renforcement des capacités dans la gestion durable de l'eau, le Burkina Faso a ouvert la voie à des interventions directes dans les cinq bassins versants du pays. Des approches novatrices à l'assainissement doivent encore être mises en œuvre.

**L'égalité des sexes.** Des résultats importants ont été obtenus en termes d'augmentation de l'accès des filles à l'éducation primaire et du rôle des femmes dans les secteurs économiques. Les leçons apprises soulignent une forte demande pour de nouvelles améliorations sur la participation des femmes tout comme des hommes dans la lutte contre les obstacles à l'égalité entre les sexes, y compris: le taux élevé de l'analphabétisme chez les femmes, la violence faite aux femmes, la réticence des maris à autoriser leurs épouses à participer à des activités non ménagères, les mutilations génitales féminines, les mariages forcés et précoces, l'accès limité aux services de la santé sexuelle et de la reproduction, la féminisation de la pandémie du VIH/SIDA, etc.



## Cadre de gouvernance inclusive et basée sur les droits

**Cadre pour un appui budgétaire général.** Le Burkina Faso a engrangé un certain nombre de leçons importantes apprises dans le domaine des réformes de la gestion du secteur public, qui ont rendu le pays éligible à l'appui budgétaire général chez de nombreux bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux. Depuis 2001, le Burkina Faso a été classé parmi les meilleurs en Afrique en termes de gestion de ses dépenses publiques. Dans une perspective d'avenir, les leçons apprises soulignent que l'attention devrait être accordée à: une lutte continue contre la corruption et la fraude, la transparence dans les réinvestissements des recettes tirées du secteur minier en plein essor, et une réduction du taux de la croissance démographique annuelle de 3,1 % ce qui permettrait de renforcer la croissance économique et faciliter la gestion des dépenses publiques. L'appui budgétaire général fournit un cadre utile pour un dialogue continu avec le gouvernement sur la gestion des finances publiques et sur des cibles convenus de développement.

**L'agitation sociale en 2011.** La leçon la plus importante apprise de l'agitation sociale de 2011 inclut une pression forte et claire pour le maintien et le renforcement d'un cadre de gouvernance inclusive. Bien qu'un cadre consultatif sur les réformes politiques (CCRP) ait été mis en place comme un effort ambitieux, et

jusque-là réussi de rétablissement de la paix sociale, les membres de l'opposition et les groupes de la société civile restent sceptiques et font pression pour plus de réformes politiques, juridiques et démocratiques. Depuis 2010, les membres de l'opposition et les groupes de la société civile ont essayé, et également réussi, à éviter une modification proposée de l'article 37 de la Constitution, un article qui limite actuellement à une seule réélection un président en poste.

**Les conflits, la sécurité et le développement régional.** Le progrès au Burkina Faso est étroitement lié à l'évolution des événements de l'ensemble de la région ouest-africaine. Le Burkina Faso a au cours des dix dernières années joué un rôle actif au sein de l'Union africaine et de l'organisation régionale, la CEDEAO en soutenant la stabilité et des solutions pacifiques aux conflits régionaux. Les leçons apprises, non seulement du Burkina Faso, mais aussi au niveau international, soulignent que l'atteinte des objectifs globaux de la stratégie nationale de croissance accélérée et de développement durable (SCADD) dépendra de la paix et de la stabilité au Burkina Faso – ainsi que dans les pays voisins.

## PARTIE 2

# LA POLITIQUE DE PARTENARIAT

La politique de partenariat pour la période 2013-2018 est une réponse aux défis, opportunités et risques du Burkina Faso. Les **objectifs généraux** du partenariat du Danemark avec le Burkina Faso sont de trois ordres:

- Contribuer à la **réduction de la pauvreté** avec un accent sur une croissance inclusive, le développement durable, et l'égalité des sexes tout en faisant particulièrement attention aux groupes vulnérables.
- Contribuer à la création **d'un cadre de gouvernance inclusive plus solide, fondée sur les droits**, en accordant une attention particulière aux droits de l'homme, en particulier – en particulier aux droits de la femme, aux mécanismes de redevabilité et à la participation inclusive.
- Contribuer à la **croissance économique et à l'emploi**, en accordant une attention particulière à l'emploi pour les jeunes et les femmes, à la croissance verte, à une meilleure gestion des ressources en terre et en eau, et au renforcement des petites et moyennes entreprises pour la transformation des produits agricoles.

Les objectifs sont interdépendants. Un cadre de gouvernance inclusive est essentiel à la réduction de la pauvreté, à la croissance économique et au renforcement de la sécurité. Pareillement, le progrès économique constitue une condition essentielle à l'éradication de la pauvreté et à la consolidation de la stabilité sociale, économique et politique.

Pour atteindre ces objectifs, le partenariat sera centré sur **4 domaines d'intervention stratégique** qui répondent aux besoins et aux défis tels que décrits dans: la "Stratégie de Croissance accélérée et de

développement durable du Burkina Faso", la SCADD 2011-2015 et dans la Partie Une ci-dessus. Les 4 domaines d'intervention stratégiques sont les suivants.

Le Danemark dispose d'un certain nombre **d'instruments** interconnectés, notamment des instruments de dialogue politique, de diplomatie, de coopération au développement, et d'instruments commerciaux et d'affaires. Tous ces instruments sont importants et les liens entre les objectifs, les instruments et les domaines d'intervention stratégiques sont présentés dans le modèle ci-dessous.

### LES QUATRES DOMAINES D'INTERVENTION STRATEGIQUES SONT

- **La démocratisation, les droits de l'homme et la gouvernance** – parce que des institutions démocratiques consolidées, les droits de l'homme, la gestion des finances publiques, un processus budgétaire transparent et axé sur les résultats, et la lutte contre la corruption contribuent à une croissance inclusive, la sécurité sociale, une stabilité accrue, et à l'anti-radicalisation dans la région Afrique de l'Ouest.
- **La stabilité et la sécurité** – parce que le Burkina Faso est situé dans une région instable où les conflits externes peuvent s'étendre et aggraver ses propres tensions sociales et politiques internes; parce qu'un Burkina Faso pacifique et stable est cruciale pour la paix et la stabilité dans toute la région
- **Un emploi et une croissance verte portée par le secteur agricole** – parce que 80% de la population dépendent de l'agriculture pour gagner leur vie, parce que le Burkina Faso est un pays avec des ressources limitées qui dépend de la gestion durable des ressources en énergies, en terre, et en eau, parce que l'agriculture et la croissance verte ont de bons potentiels pour une meilleure productivité, la diversification, et la réduction de la pauvreté, y compris pour les plus pauvres, les jeunes et les femmes.
- **L'égalité des sexes** – parce que les droits des femmes doivent être égaux aux droits des hommes dans le but de tirer parti au mieux de l'énorme potentiel de développement – non seulement pour les femmes du Burkina Faso, mais aussi au profit du développement économique du pays.

## OBJECTIFS, INSTRUMENTS ET DOMAINES D'INTERVENTION STRATEGIQUES POUR L'ENGAGEMENT DANOIS AU BURKINA FASO

### Objectifs

Réduction de la pauvreté  
Cadre de gouvernance inclusive et fondée sur les droits  
Croissance économique et emploi surtout pour les jeunes et les femmes

### Instruments

Dialogue politique et diplomatique ↔ Coopération au développement ↔ Instruments Commerciaux et d'affaires

### Domaines d'intervention Stratégiques

Démocratie, droits de l'homme et gouvernance  
Stabilité et sécurité  
Emploi et croissance verte portés par le secteur agricole  
Egalité des sexes

## LA COLLABORATION DU DANEMARK AVEC LE BURKINA FASO SERA GUIDÉE PAR LES QUATRE PRINCIPES SUIVANTS:

**1. Partenariat.** Sur la base d'un partenariat solide avec le gouvernement du Burkina Faso, le secteur privé, les organisations de la société civile, et d'autres partenaires au développement (bilatéraux et multilatéraux) le Danemark s'efforce de répondre aux besoins et aux défis du Burkina Faso tel que indiqué dans la stratégie de réduction de la pauvreté du Burkina Faso, - la stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD, 2011-2015).

**2. Approches basées sur les droits.** Le Danemark s'emploie à contribuer à l'autonomisation des citoyens et de la société civile afin de leur permettre de faire valoir leurs droits légitimes, d'exprimer leurs préoccupations, et de gagner de l'influence dans les processus décisionnels dans tous les domaines de la société.

**3. Efficacité.** Conformément aux principes de l'efficacité de la Déclaration de Paris, au Programme d'Action d'Accra et à la Déclaration de Busan, le Danemark continuera de promouvoir des modalités d'aide plus alignés comme l'appui budgétaire général, l'appui budgétaire sectoriel, les stratégies d'aide conjointes, la programmation conjointe, les paniers communs, etc.

**4. Perspectives régionales et mondiales.** Les questions relatives aux Affaires étrangères et à la sécurité seront d'abord et avant tout mises en œuvre dans le cadre du Service de l'UE pour l'Action Extérieure. A travers le dialogue politique, le Danemark s'efforcera de renforcer conjointement les valeurs du DK-UE-BF. Le Danemark soulignera que cette coopération sur

les questions nationales, régionales et mondiales est des domaines d'intervention très complémentaires, et que les interventions en faveur du développement du Burkina Faso ne peuvent pas être considérées isolément du contexte régional et mondial.

## PARTIE 3

# DOMAINES D'INTERVENTION STRATÉGIQUES

### 3.1 DÉMOCRATIE, DROITS DE L'HOMME ET GOUVERNANCE

Le Danemark encouragera l'établissement d'institutions publiques résilientes et le soutien aux organisations de la société civile afin de promouvoir la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit comme des éléments importants pour garantir la sécurité et la bonne gouvernance. La contribution du Danemark à la promotion des droits de l'homme figurera en bonne place dans les discussions avec les institutions partenaires. En plus de l'appui au

renforcement de la capacité de l'état à promouvoir et à protéger les droits de l'homme, il sera également renforcé un accès à une justice crédible et efficace.

Le Danemark contribuera à permettre à la société civile "de se faire entendre" et à promouvoir la responsabilité nationale à travers un soutien aux organisations de la société civile travaillant avec les différents types de plaidoyer, y compris la promotion de la transparence de la gestion des finances publiques et la lutte contre la corruption. La décentralisation sera soutenue par des réformes dans les secteurs de la coopération, y compris

l'eau, l'agriculture, l'éducation et la bonne gouvernance et l'appui aux prestations des services clés.

Le Danemark, en accordant un niveau conséquent d'appui budgétaire, fournit des ressources au Gouvernement pour mettre en œuvre sa propre stratégie de développement et en y ajoutant l'appui à la gouvernance et le renforcement de la société civile, renforce ainsi la capacité du pays à mettre en œuvre cette stratégie d'une manière franche et efficace.

#### A TRAVERS TOUS SES INSTRUMENTS ET PARTENARIATS, LE DANEMARK VA ŒUVRER À CONTRIBUER À L'OBTENTION DES RÉSULTATS SUIVANTS:

- Les approches fondées sur les droits et les filets de sécurité sociaux sont promus et reconnus comme un élément des réformes politiques.
- La connaissance, le respect et la protection des droits de l'homme et des institutions démocratiques et de justice au Burkina Faso sont renforcés.
- La société civile est renforcée et davantage en mesure de jouer un rôle actif dans le renforcement de la démocratie et de la lutte contre la corruption au Burkina Faso.
- Les aspects de la demande et de l'offre du processus de décentralisation en cours sont renforcés et la décentralisation et la participation inclusive sont à la fois renforcés et élargies.

Indicateurs: La protection et la promotion des droits de l'homme, les processus démocratiques et la décentralisation sont améliorés grâce à l'appui du Danemark aux institutions étatiques aussi bien qu'aux organisations de la société civile. Un service consultatif à l'intention des organisations de la société civile est créé, et mandaté pour faciliter le réseautage, le financement et la formation des organisations de la société civile.

### 3.2 LA STABILITÉ ET LA SÉCURITÉ

Danemark stimulera la base de données probante requise, par exemple, sous la forme d'études, pour une bonne mise en œuvre de la stratégie sur la sécurité et le développement du Sahel de l'UE. Cela inclut de faire en sorte que les activités menées au Burkina Faso dans le cadre de la stratégie pour le Sahel de l'UE aient une appropriation africaine et qu'elles soient, pour la plus grande partie, dirigées par les Africains. Le Danemark va travailler à cela au sein de l'UE

et à travers ses contacts avec les gouvernements nationaux et les organisations régionales telles que la CEDEAO.

En complément à la stratégie sur le Sahel de l'UE, le Danemark mettra en œuvre son Initiative bilatérale Sahel et renforcera davantage son engagement dans la région en termes de résolution des conflits, de réforme du secteur de la sécurité et de la prévention de l'extrémisme et de la radicalisation.

En outre, grâce à son soutien pour le développement économique et la fourniture de services sociaux essentiels dans les zones fragiles et potentiellement peu sûres, Danemark aidera à réduire les tensions sociales.

#### A TRAVERS TOUS SES INSTRUMENTS ET PARTENARIATS, LE DANEMARK VA ŒUVRER À CONTRIBUER À L'OBTENTION DES RÉSULTATS SUIVANTS:

- Un processus dirigé par l'Afrique poursuit avec succès l'objectif de sécurité et de développement de la stratégie sur le Sahel de l'UE, c'est-à-dire la lutte contre la radicalisation et le recrutement pour les réseaux criminels et terroristes au Burkina Faso.
- Mise en œuvre de l'initiative danoise sur le Sahel en collaboration avec les pays de la région et les organisations régionales
- Une stabilité et une sécurité accrues au Burkina Faso à travers la réforme du secteur de sécurité et la prévention de l'extrémisme et de la radicalisation.

Indicateurs: Suivi sur les recommandations de l'étude menée dans la région

du Sahel et appuyée par le Danemark sur les droits de l'homme et la sécurité du Burkina Faso, fournissant: (a) des informations sur les menaces de sécurité et les effets sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans ces zones; et (b) les recommandations relatives à la paix et à la stabilité, la sécurité et la situation de développement. La coalition des experts en matière de sécurité et la formation de la police soutenue. Appui à au moins 5 organisations de la société civile afin qu'elles sensibilisent sur la sécurité, les mécanismes de résolution des conflits et sur des questions d'importance plus générales de gouvernance et de développement visant à assurer la stabilité.

### 3.3 L'EMPLOI ET LA CROISSANCE VERTE PORTÉS PAR LE SECTEUR AGRICOLE

Le Danemark va promouvoir un emploi et une croissance portés par le secteur agricole en impulsant le potentiel de croissance à des niveaux stratégiques dans le secteur. Se basant sur l'approche filière, le Danemark va renforcer une croissance et un emploi inclusifs en aidant à promouvoir une croissance du secteur privé porteuse de valeur ajoutée et créatrice d'emplois, aussi bien qu'en encourageant le partenariat entre les entreprises danoises et burkinabé.

Dans le cadre du Plan National de Développement du Secteur Rural et dans les cinq filières choisies (maïs, niébé, viande/bétail, les noix de karité et la gomme arabique), le Danemark va contribuer à:

- i. Renforcer les opérateurs économiques du secteur privé – y compris la consolidation d'un environnement propice à la croissance du secteur privé, le soutien aux services de conseil du secteur privé, l'assistance technique, le crédit et le soutien à une meilleure organisation des producteurs et des transformateurs dans les filières choisies afin qu'ils aient une influence accrue sur leurs conditions de vie et de travail.

- ii. Aux investissements stratégiques dans les infrastructures du secteur public et les conditions cadres comprenant un environnement propice aux affaires, un soutien au niveau des politiques au Plan National de Développement Rural. Les critères utilisés pour identifier les filières comprennent: la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté dans certaines des régions du pays les plus touchées par la pauvreté et l'insécurité, des opportunités d'emploi accrues pour les femmes, les jeunes, les petits producteurs pauvres, et les possibilités accrues pour la mise en œuvre de technologies de croissance verte.

Le Danemark va promouvoir la croissance verte à travers l'intégration des questions relatives aux changements climatiques et à l'environnement. Cet appui comprendra un intérêt porté aux enjeux macro-économique de la croissance verte et à des investissements directs dans des systèmes pour mesurer (également en termes monétaires) les impacts environnementaux et les mesures financières visant à encourager la croissance verte et à décourager les activités nocives. Dans le cadre de son appui au secteur de l'eau et de l'assainissement, le Danemark financera la gestion intégrée des ressources en eau. Un élément clé sera d'encourager le développement et le déploiement des

technologies nouvelles et existantes d'économie d'eau afin de disposer de ressources en eau aussi bien pour l'approvisionnement en eau potable que pour des utilisations productives plus efficaces. La gestion intégrée des ressources en eau fournira également des outils pour assurer une gestion efficiente des ressources en eau à la lumière d'une variabilité accrue des précipitations et d'une pollution de plus en plus rapide et grave provenant du secteur minier.

Le Danemark renforcera les synergies entre la coopération au développement et les investissements commerciaux au Burkina Faso. Les relations commerciales entre le Danemark et le Burkina Faso ont jusqu'à présent été relativement limitées, mais la formation et le transfert de technologies pour la croissance verte au Burkina Faso dans les domaines tels que ceux des énergies renouvelables, de la gestion de l'eau, de la gestion du bétail, de l'adaptation au changement climatique, de l'agriculture et des agro-industries représentent de futurs marchés commerciaux potentiels que le Danemark est en bonne position pour intégrer.

## A TRAVERS TOUS SES INSTRUMENTS ET PARTENARIATS, LE DANEMARK VA ŒUVRER À CONTRIBUER À L'OBTENTION DES RÉSULTATS SUIVANTS:

- La stimulation de la croissance durable et de l'emploi dans le secteur agricole à travers le renforcement des 5 principales filières agricoles, y compris une attention particulière accordée aux régions du nord pour leur offrir des possibilités de développement et, de ce fait, renforcer la lutte contre les infiltrations d'AQMI. Les filières identifiées comprennent le maïs, le niébé, la viande/bétail, les noix de karité et la gomme arabique.
- Un meilleur environnement propice pour un entrepreneuriat rural en particulier dans la "couche de croissance" constituée de petites et moyennes entreprises du secteur privé.
- Mise en place d'infrastructures du secteur public et l'accès au marché pour les produits de petits producteurs et productrices pauvres en particulier.
- Un élément important de la croissance verte dans la mise en œuvre de la stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD) à tous les niveaux, c'est à dire allant du dialogue politique macro-économique aux éléments de la croissance verte dans des programmes d'éducation.
- L'amélioration de la gestion intégrée des ressources en eau dans les cinq bassins hydrographiques du Burkina Faso et l'introduction de technologies novatrices économisantes en eau.
- L'utilisation accrue des approches et technologies vertes dans les secteurs prioritaires pour l'aide danoise: l'agriculture, l'eau.
- La mise en place d'un réseau entre les entreprises basées au Danemark et au Burkina Faso et spécialisées dans les technologies vertes.

Indicateurs: Cinq principales filières sont stimulées par des investissements privés dans la production à travers la transformation et la commercialisation des produits agricoles, à travers des investissements publics dans les infrastructures appropriés et cadres propices aux affaires. Environ 10 000 entreprises bénéficieront de services de conseils. Au moins 200 infrastructures communales seront financées, tels que des places de marché, des centres de vaccination, des zones pastorales, des passages du bétail, des aménagements hydro-agricoles, des installations d'abreuvement pour le bétail, des routes d'accès rurales, etc.

Les technologies d'économie de l'eau et de l'énergie financées par les programmes danois d'appui au secteur de l'agriculture et de l'eau. Un système de paiement pour les prélèvements d'eau brute mis en œuvre et les paiements régulièrement encaissés pour les principaux groupes d'utilisateurs, c'est à dire l'agriculture et l'exploitation minière. Une extension continue des infrastructures d'adduction d'eau et d'assainissement à travers les collectivités locales conformément aux stratégies nationales du Burkina Faso.

### 3.4 EGALITÉ DES SEXES

Le Danemark appuiera l'égalité des sexes, y compris un intérêt pour le rôle des femmes aussi bien que des hommes:

- a. Par la promotion de l'intégration de l'égalité des sexes à tous les niveaux des actions du gouvernement et de la société civile avec une attention particulière portée à la violence faite aux femmes;
- b. Par l'appui aux interventions politiques ciblées du gouvernement du Burkina Faso en termes de: promotion de l'éducation des filles et des femmes, renforcement des droits des femmes, la création d'un fonds national pour les femmes entrepreneurs, l'amélioration de l'accès des femmes aux ressources productives (y compris l'accès à la terre), et l'adoption de politiques et stratégies économiques visant à améliorer les moyens de subsistance des femmes les plus pauvres au Burkina Faso.
- c. Le renforcement d'interventions non-gouvernementales, y compris l'appui aux organisations de la société civile qui promeuvent les droits des femmes et l'égalité des sexes.

Un soutien ciblé sera accordé aux organisations publiques et de la société civile qui travaillent à éradiquer la violence faite aux femmes et les Mutilations Génitales Féminines.

A travers son soutien à l'emploi et à la croissance portés par le secteur agricole, le Danemark ciblera les filières agricoles dans lesquelles les femmes sont particulièrement actives et qui offrent des possibilités importantes d'augmentation des revenus des femmes. A travers l'appui au secteur Eau et Assainissement, le Danemark va promouvoir l'accès des femmes à l'eau pour un usage domestique et productif, et la participation des femmes aux décisions concernant la gestion des ressources en eau.

#### A TRAVERS TOUS SES INSTRUMENTS ET PARTENARIATS, LE DANEMARK VA ŒUVRER À CONTRIBUER À L'OBTENTION DES RÉSULTATS SUIVANTS:

- Diminution de la violence faite aux femmes, y compris les mariages précoces, les mariages forcés, le viol et le harcèlement sexuel.
- Appui efficace et coordonné à la mise en œuvre de la Politique nationale genre.
- Amélioration de l'accès des femmes aux terres, aux revenus, à l'emploi, aux ressources productives, aux services de la santé sexuelle et de la reproduction, et du respect de leurs droits.
- Renforcement du rôle de la société civile dans le changement des pratiques et croyances qui conduisent à l'inégalité des sexes.

- Diminution du pourcentage de filles et de jeunes femmes ayant subi des mutilations génitales.

Indicateurs: Au moins dix (10) Organisations de la Société Civile bénéficient chaque année d'un soutien à travers un panier commun de donateurs afin de mettre en œuvre des projets et programmes visant à réduire les inégalités entre les sexes et la violence faite aux femmes telles que les mutilations génitales féminines, le viol et les mariages forcés. Un accès accru aux services de la santé sexuelle et de la reproduction et une utilisation accrue des contraceptifs. Les activités génératrices de revenus créées pour 10.000 femmes au sein des filières agricoles sélectionnées dans le cadre de l'appui danois au secteur agricole.



## PARTIE 4

# SYNERGIE ENTRE LES INSTRUMENTS (CAS)

La coopération au développement y compris l'assistance humanitaire représente de loin le plus grand domaine de coopération entre le Danemark et le Burkina Faso. Sur la base d'une demande du gouvernement du Burkina Faso, le Danemark s'efforce d'être un partenaire engagé auprès du Burkina Faso non seulement dans le domaine de la

coopération au développement, mais aussi dans les domaines des affaires étrangères (tout d'abord dans le cadre du service pour l'action extérieure de l'UE) et de la collaboration commerciale. Une meilleure synergie entre la coopération au développement, les affaires étrangères, et la collaboration commerciale devrait contribuer à trouver des solutions

innovantes face aux défis dans les domaines de l'agriculture, l'eau, la santé, l'éducation, la croissance verte, le changement climatique et dans bien d'autres domaines dans lesquels des solutions innovantes sont urgemment nécessaires au Burkina Faso.

### CAS

#### **Les affaires étrangères, les droits de l'homme et l'aide au développement au Burkina Faso**

La stratégie sur le Sahel de l'UE pour la sécurité et le développement rédigé par le Service de l'action extérieure de l'UE fournit un cadre pour la réalisation d'études sur la façon de consolider l'État de droit et les initiatives de développement dans les zones touchées par des menaces de sécurité des organisations terroristes. Au cours des deux dernières années, la situation de sécurité dans le nord de Burkina Faso s'est détériorée en raison de la présence de groupes terroristes comme Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) dans les pays voisins du Mali et du Niger. Les objectifs d'une étude réalisée en étroite collaboration entre le gouvernement du Burkina Faso, l'Institut danois des droits de l'homme, et l'Ambassade du Danemark à Ouagadougou sont les suivants: analyser la menace à la sécurité dans le nord de Burkina Faso, y compris la connexion avec l'AQMI et le crime organisé; analyser la situation de "l'état de droit"; analyser la perception des populations des droits de l'homme – en particulier en ce qui concerne la justice et des droits civils et politiques, et de formuler des recommandations sur la façon d'améliorer l'état de droit en adoptant une approche holistique de la sécurité et du développement. En tant que partenaire clé du développement dans le domaine des droits de l'homme au Burkina Faso, le Danemark participera au suivi de l'étude en étroite collaboration avec tous les acteurs concernés. La synergie entre les affaires étrangères, la politique de sécurité, les activités de droit de l'homme et de la coopération au développement devrait fournir des renseignements stratégiques sur la meilleure façon de s'engager dans une stratégie à deux volets et multi-niveaux (national, régional, et international) de création de développement et de la stabilité dans la région ouest-africaine.

### CAS

#### **La collaboration commerciale, l'aide au développement et un partenariat public-privé entre Aarhus Karlsruhamn-Danemark A/S et le gouvernement du Burkina Faso**

Aarhus Karlsruhamn-Danemark (AAK) importe des noix de karité du Burkina Faso pour leur production d'huiles végétales, un produit utilisé par des entreprises internationales, dont L'Oréal, pour ne citer que l'une des nombreuses entreprises. Afin d'accroître la qualité et la quantité des noix de karité du Burkina Faso, AAK au cours des 3 dernières années a construit un modèle basé sur le CSR (Corporate Social Responsibility) – Responsabilité Sociale des Entreprises pour organiser les groupements de femmes dans trois régions de l'Ouest du Burkina Faso. Afin d'offrir des incitations pour la collecte et l'introduction de nouvelles façons de traiter les noix, il est offert aux groupes de femmes des paiements d'avances avant la récolte sur une quantité contractuelle de noix, et des bonus supplémentaires post-récolte pour un traitement de qualité. AAK donne aux femmes une formation dans la collecte et le traitement des noix. En vue de l'extension considérable du modèle, AAK et le Gouvernement du Burkina Faso travaillent ensemble à mettre en place l'un des premiers partenariats public-privé au Burkina Faso. La première étape-clé sera l'implication de 30 000 femmes en 2013. La noix de karité représente le troisième produit d'exportation agricole du Burkina Faso, représentant actuellement une exportation de 50-70 kilotonnes de noix de karité par an. L'Ambassade de Danemark à Ouagadougou et le Conseil danois de l'exportation ont fourni une assistance commerciale à AAK lors de la formulation du partenariat public-privé. En tant que partenaire de développement clé pour le développement agricole au Burkina Faso, le Danemark apportera son soutien au développement de la filière karité – aux opérateurs privés burkinabè ainsi que pour des investissements publics nécessaires pour le développement de la production et de l'exportation de noix de karité. La synergie entre la collaboration commerciale et la coopération au développement devrait aider à tirer le meilleur parti du potentiel de la production de noix de karité au Burkina Faso – permettant aux noix de karité de devenir pour le Burkina Faso ce qu'est le cacao pour ses pays voisins que sont le Ghana et la Côte d'Ivoire.

# ANNEXE 1

## PRINCIPALES DONNÉES ÉCONOMIQUES

PRINCIPALES DONNÉES ÉCONOMIQUES	UNITÉ		SOURCE
Superficie	km <sup>2</sup>	274 200	WDR
Population (2010)	Million	16,4	WDR
RNB par tête (2010)	Dollar américain	550	WDR
Croissance économique annuelle (PIB) (2010)	%	4,2	WDR
Facilité d'entreprendre (2011)	Rang	151	DB
Investissements Etrangers Direct (2010)	en million de dollar américain	171	WDF
Secteurs économiques: Valeur ajoutée (% of PIB)			WDR
Agriculture (2006)	%	31	
Industrie (2006)	%	23	
Services (2006)	%	46	
Aide au Développement par tête (2009)	Dollar américain	18,9	WDR
Dettes étrangères (2009)			WDF
Dettes étrangères totales (EDT)	Millions en dollar américain	1 835	
– dont, dette multilatérale	Millions en dollar américain	1 402	
PRINCIPALES DONNÉES SOCIALES	UNITÉ		SOURCE
Croissance démographique (moyenne annuelle) (2009)	%	3,1	WDR
Espérance de vie (2010)	Années	54	WDR
Mortalité infantile (nombre de morts par 1000 naissances durant la première année) (2010)		176	WDR
Accès à l'eau potable (pourcentage sans accès) (2008)	%	24	HDR
Nombre de docteurs (par 100 000 habitants) (2009)		10	HDR
Personnes entre 15-49 ans vivant avec le VIH (2009)	%	1,2	UNAIDS
Taux d'alphabétisation des adultes (2007)	%	29	WDR
Éducation primaire (pourcentage d'enfants d'âge scolaire) (2010)	%	79	WDR
Filles à l'éducation primaire (pourcentage de filles d'âge scolaire) (2009)	%	60,5	FN-data for 2015-målène
Dépenses militaires (pourcentage du PIB) (2009)	%	1,3	WDR

## ANNEXE 2

# LES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT DU DANEMARK AU BURKINA FASO

### L'appui budgétaire général

Le Danemark a apporté un appui budgétaire général pour la mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) du Burkina Faso depuis 2005. Le programme 2008-2012 a un budget global de 275 millions de couronnes danoises, dont 225 millions de couronnes danoises affectés à l'appui budgétaire général en deux tranches annuelles: Une tranche de 80 % basée sur une évaluation de la situation macro-économique, de l'amélioration générale de la mise en œuvre de la SRP et des réformes de la gestion des finances publiques, et une tranche de 20 % liée spécifiquement à l'amélioration d'un ou plusieurs indicateurs de la lutte contre la corruption. Le programme appui également les réformes de la gestion des finances publiques et des organisations de la société civile agissant comme "chiens de garde" qui luttent contre la corruption et pour la promotion de la transparence budgétaire. Un nouveau programme pour 2012-15 a été approuvé avec un budget total de 230 millions de couronnes danoises dont 213 millions de couronnes danoises seront affectés à l'appui budgétaire général. Ce nouveau programme continue d'appuyer les organisations de la société civile agissant comme "chiens de garde" aussi bien qu'à promouvoir la croissance verte dans les stratégies de développement locales et nationales.

### Appui à la Bonne Gouvernance

Le Danemark a appuyé les activités de bonne gouvernance au Burkina Faso pendant un certain nombre d'années; à partir de 2008 dans un programme plus vaste. Le programme dispose d'un budget de 130 millions de couronnes danoises (2008-2013) et soutient les institutions publiques et organisations de la société civile qui travaillent dans la décentralisation, les droits de l'homme, la démocratie et l'égalité entre les sexes. Un nouveau programme de soutien à la bonne gouvernance sera élaboré en 2012-13.

### Appui au secteur agricole

Le Danemark a soutenu le secteur agricole depuis 1992 et le premier programme sectoriel a commencé en 2000. Ces dernières années, la coopération danoise met l'accent maintenant sur le secteur privé, en continuant tout de même son appui au développement d'un programme national du secteur agricole et en soutenant les infrastructures du secteur public. Le programme 2006-2013 de 285 millions de couronnes est remplacé par un nouveau programme en 2013 avec un budget de 380 millions de couronnes danoises sur une période de cinq ans (2013-2018). Le nouveau programme visera à créer de la croissance économique à travers le renforcement de la productivité et de la compétitivité pour les très petites, petites et moyennes entreprises au sein des filières sélectionnées par a) des services de conseil renforcés, l'amélioration de l'accès au crédit et le renforcement des organisations d'intérêt,

et b) l'amélioration des conditions-cadres juridiques et politiques ainsi que le développement des infrastructures publiques bénéfiques pour les filières choisies.

### L'appui au secteur eau et assainissement

L'appui actuel à l'eau et à l'assainissement est le plus important des programmes sectoriels danois au Burkina Faso avec 450 millions de couronnes danoises sur une période de six ans de 2010 à 2015. Le Danemark fournit un appui budgétaire sectoriel pour le programme national pour l'eau et l'assainissement ainsi que l'assistance technique au ministère en charge de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. Le Danemark soutient également la création d'un système de gestion intégrée des ressources en eau – à travers un panier commun de fonds en collaboration avec d'autres partenaires au développement. Des comités de l'eau sont mis en place dans les cinq bassins hydrographiques du Burkina Faso avec l'objectif de préparer des plans de partage durables et efficaces des eaux pour les utilisateurs d'eau.

### Appui au secteur de l'éducation

Le secteur de l'éducation au Burkina Faso a fait partie du programme pays danois depuis 2004. L'aide bilatérale au secteur est, cependant, actuellement entrain d'être arrêtée pour être remplacée par un appui accru du Danemark aux institutions multilatérales qui travaillent avec l'éducation. Le Danemark soutient l'enseignement primaire et l'alphabétisation grâce à des fonds de panier commun avec d'autres partenaires au développement. Le Danemark appui également l'élaboration de méthodes novatrices de formation professionnelle qui visent à offrir un meilleur lien entre les besoins du secteur privé et la conception du système de formation. Le programme en cours de désengagement est pour la période 2010-2014 avec un budget de 75 millions de couronnes danoises.

### Autres formes d'appui

Le Danemark soutient les partenariats d'affaires entre les entreprises danoises et burkinabè à travers des instruments commerciaux et le Programme Danida de partenariat d'affaires. Des programmes et échanges culturels entre le Burkina Faso et le Danemark sont également appuyés. Le Danemark soutient la lutte contre le VIH/SIDA au Burkina Faso dans un programme de 70 millions de couronnes danoises (2007-2012). A travers l'Autorité de subvention locale, l'ambassade du Danemark au Burkina Faso est également capable de répondre rapidement aux besoins émergents – que ce soit des besoins en rapport avec une situation de crise ou à des activités innovantes qui ont besoin d'être mis à l'essai avant que les autres grands programmes puissent prendre la relève là où le projet pilote s'arrête.

## ANNEXE 3

# LA STRATÉGIE DU BURKINA FASO DE CROISSANCE ACCÉLÉRÉE ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La stratégie de réduction de la pauvreté (SRP), c'est à dire la stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD, 2011-2015) se concentre sur quatre piliers:

1. Accélération de la croissance par le biais des pôles de croissance, de création d'emplois, le renforcement des petites et moyennes entreprises, le secteur agricole et les agro-industries, le climat des investissements, les mines et les infrastructures (eau, routes, énergie, etc.) L'approche implique que la croissance accélérée et une plus grande réduction de la pauvreté à travers une plus grande augmentation de l'investissement public devrait avoir des liens plus solides avec l'économie rurale – compte tenu de la prévalence de la pauvreté dans les zones rurales.
2. L'investissement dans le développement humain – y compris l'accent sur l'expansion continue de l'enseignement primaire ainsi que d'une expansion coordonnée de l'enseignement secondaire et professionnel, l'amélioration de la qualité des systèmes de santé et d'éducation, l'emploi en général et l'emploi des jeunes en particulier, et la concentration continue sur davantage d'inclusion sociale et d'équité.

3. Renforcement de la bonne gouvernance politique, économique et locale – en mettant l'accent sur la poursuite du développement de solides contrôles internes et externes pour endiguer la corruption et assurer la responsabilisation des institutions publiques, les réformes du secteur de la justice, et la poursuite des progrès dans la mise en œuvre des mesures de la conformité aux principes de l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE). La décentralisation et le transfert de compétences vers le niveau décentralisé est une autre axe de la stratégie.
4. Intégration des questions transversales, surtout l'égalité entre les sexes, mais aussi la gestion des ressources naturelles et la démographie.

Le suivi et le dialogue politique de la SCADD prend son point de départ dans les secteurs où les programmes sont suivis et des progrès signalés, alimentant le dialogue de politique globale et conjoint au niveau national. Le cadre pour le dialogue au niveau global est basé sur une matrice de performance avec des contributions de tous les secteurs. La matrice de performance est évaluée et mise à jour chaque année et fournit un élément important pour l'évaluation

de la gestion et des décaissements des appuis budgétaires généraux et sectoriels. Une Troïka des partenaires au développement, dirige le dialogue général du côté des partenaires au développement. La Troïka fournit également un cadre de coordination entre le gouvernement du Burkina Faso et les partenaires au développement fournissant un appui budgétaire général.

L'objectif global de la SCADD est d'atteindre les OMD. Toutefois, étant donné la réalité sur le terrain et les progrès accomplis à ce jour, un certain nombre d'objectifs de la SCADD sont moins ambitieux que les objectifs des OMD, en particulier dans les domaines de l'éradication de l'extrême pauvreté, de la réduction de la mortalité maternelle et de l'amélioration de la qualité du système éducatif. Dans le domaine de l'accès à l'eau et de l'accès à l'éducation, les objectifs de la SCADD sont identiques à ceux des OMD, traduisant le fait que le Burkina Faso est plus susceptible d'atteindre ces objectifs des OMD que d'autres. – Voir l'annexe 4 pour un aperçu des indicateurs des OMD et de la SCADD.

## ANNEXE 4

# PROGRÈS VERS L'ATTEINTE DES OMD AU BURKINA FASO

Indicateurs des OMD	Niveau précédent	Niveau actuel	Les objectifs des OMD 2015	Les objectifs de la SCADD 2015	Susceptible, potentiellement susceptible, ou pas susceptible d'atteindre les objectifs des OMD
<b>OBJECTIF 1 ERADICHER L'EXTRÊME PAUVRETÉ ET LA FAIM</b>					
Proportion de la population en dessous du seuil de pauvreté	46,4 % (2003)	43,9 % (estimation 2009)	22,25 %	Moins de 35 %	Pas susceptible
Proportion de la population n'ayant pas le minimum requis de calories	32,8 % (2006)	Sans Objet	13 %	23%	Pas susceptible
<b>OBJECTIF 2 ASSURER L'ÉDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS</b>					
Accès à l'école	44 % (2000)	79 % (2011)	100 %	100 %	Potentiellement susceptible
Taux d'achèvement scolaire au primaire	27 % (2000)	52 % (2010)	100 %	75 %	Pas susceptible
Taux d'alphabétisations des 15-24 ans, femmes et hommes	29 % (PNUD estimation 2000)	39,3 % (2007)	60 %	60 %	Pas susceptible
<b>OBJECTIF 3 PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES</b>					
Proportion de sièges à l'assemblée nationale occupés par des femmes		12,7 % (2009)	50 %	33 %	Pas susceptible
<b>OBJECTIF 4 RÉDUIRE LA MORTALITÉ INFANTILE</b>					
Taux de mortalité des moins de 5 ans	142 (2006)	134 (2010)	62	53	Pas susceptible

Indicateurs des OMD	Niveau précédent	Niveau actuel	Les objectifs des OMD 2015	Les objectifs de la SCADD 2015	Susceptible, potentiellement susceptible, ou pas susceptible d'atteindre les objectifs des OMD
<b>OBJECTIF 5 AMÉLIORER LA SANTÉ MATERNELLE</b>					
Ratio de mortalité maternelle	484 (2000)	260 (WDR 2008)	142	177	Pas susceptible
Proportion de naissances assistées par un personnel de santé qualifié	36 % (2000)	70 % (2009)	100 %	85 %	Pas susceptible
<b>OBJECTIF 6 COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET LES AUTRES MALADIES</b>					
La prévalence du VIH/SIDA chez les personnes âgées de 15-24 ans		1,30 % (2008)	0,77%	1,12 %	Potentiellement susceptible
<b>OBJECTIF 7 ASSURER LA DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE</b>					
Accès à l'eau dans les zones rurales et dans les zones urbaines		2009: 55 % et (72 %)	76 % (87 %)	76 % (89 %)	Potentiellement susceptible

Danemark – Burkina Faso  
Politique de partenariat 2013-2018

Avril 2013

Publisher:  
Ministère des Affaires Étrangères du Danemark  
Asiatisk Plads 2  
1448 Copenhague K  
Danemark

Téléphone +45 33 92 00 00  
Fax +45 32 54 05 33  
E-mail [um@um.dk](mailto:um@um.dk)  
Internet [www.um.dk](http://www.um.dk)

Design: BGRAPHIC  
Photo: Thorsten Overgaard  
Carte géographique: Nations Unies

La publication peut être téléchargée  
ou commandée sur:  
[www.danida-publikationer.dk](http://www.danida-publikationer.dk)

Le texte peut être cité librement.

